|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  |  | FC/48/4ORIGINAL : anglaisDATE : 28 juillet 2014 |
| UNION INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES  |
| Genève |

CONSEIL

Quarante‑huitième session ordinaire
Genève, 16 octobre 2014

RAPPORT SUR LA GESTION FinanciÈRE POUR L’eXERCICE BIENNAL 2012‑2013

Document établi par le Bureau de l’Union

Avertissement : le présent document ne représente pas les principes ou les orientations de l’UPOV

 L’annexe du présent document contient le Rapport de gestion financière de l’Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV) pour l’exercice financier 2012‑2013, conformément aux articles 6.6 et 6.7 du Règlement financier et règlement d’exécution du Règlement financier de l’UPOV (voir le document UPOV/INF/4/3 “Règlement financier et règlement d’exécution du Règlement financier de l’UPOV”), pour approbation par le Conseil.

 Le rapport de gestion financière ne fait pas l’objet d’un audit externe.

 Les articles 6.6 et 6.7 du Règlement financier et règlement d’exécution du Règlement financier prévoient ce qui suit :

“**Article 6.6**

“[…]

“Règle 106.12

“[…]

“b) Dans les huit mois suivant la fin de chaque exercice financier, le Secrétaire général présente au Conseil le rapport de gestion financière conformément à l’article 6.3 du Règlement.

“**Article 6.7**

“Après vérification annuelle des comptes et examen par le Conseil, les états financiers annuels et le rapport du vérificateur externe des comptes sont communiqués à tous les membres de l’UPOV intéressés. Deux ans après la fin de l’exercice biennal, le rapport de gestion financière est aussi communiqué à tous les membres de l’UPOV intéressés.”

 *Le Conseil est invité à approuver le rapport de gestion financière pour l’exercice financier 2012‑2013.*

[L’annexe suit]

**UNION INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES**

Rapport sur la gestion financière pour l’exercice biennal 2012‑2013

**TABLE DES MATIÈRES page**

[RÉSUMÉ ET AnalysE DEs RÉSULTATS 2](#_Toc395251214)

[Tableau 1. Recettes, dépenses et fonds de réserve et de roulement pour 2012‑2013 2](#_Toc395251215)

[Tableau 2. Recettes inscrites au budget et recettes effectives pour 2012‑2013, par source 3](#_Toc395251216)

[Tableau 3. Budget 2012‑2013 approuvé et dépenses par objet de dépense 4](#_Toc395251217)

[Tableau 4. Budget 2012‑2013 approuvé et dépenses par sous‑programme 4](#_Toc395251218)

[Tableau 5. Détail des dépenses pour 2012‑2013 par sous‑programme 6](#_Toc395251219)

[Tableau 6. Postes inscrits au budget et postes effectifs pour 2012‑2013 6](#_Toc395251220)

[Tableau 7. Évolution des recettes et des dépenses effectives entre 2008 et 2013 7](#_Toc395251221)

[PLACEMENTS 7](#_Toc395251222)

[ÉTATS FINANCIERS 8](#_Toc395251223)

[État de la situation financière 11](#_Toc395251224)

[État de la performance financière 12](#_Toc395251225)

[État des variations des actifs nets 13](#_Toc395251226)

[État des flux de trésorerie 14](#_Toc395251227)

[État de comparaison des montants budgétaires et des montants réels 15](#_Toc395251228)

[Analyse de l’état de la situation financière 16](#_Toc395251229)

[Analyse de l’état de la performance financière 20](#_Toc395251230)

[FONDS DE ROULEMENT ET CONTRIBUTIONS 21](#_Toc395251231)

[Fonds de roulement au 31 décembre 2013 21](#_Toc395251232)

[Contributions des membres de l’Union (francs suisses) 22](#_Toc395251233)

[Paiements de contributions reçus à l’avance 24](#_Toc395251234)

[Arriérés de contributions et fonds de roulement impayés au 31 décembre 2013 25](#_Toc395251235)

[Ressources extrabudgétaires (fonds fiduciaires) 27](#_Toc395251236)

# RÉSUMÉ ET AnalysE DEs RÉSULTATS

Le tableau 1[[1]](#footnote-2) ci‑dessous présente le résultat budgétaire global réalisé par l’UPOV pour l’exercice biennal 2012‑2013 ainsi que les fonds de réserve et de roulement à la fin de 2013. Au total, les recettes budgétaires se sont élevées à 6,8 millions de francs suisses et les dépenses budgétaires à 6,3 millions de francs suisses, soit un résultat budgétaire de 0,5 million de francs suisses pour l’exercice biennal 2012‑2013. À titre de comparaison, le budget 2012‑2013 approuvé prévoyait un résultat budgétaire net équivalent à zéro (voir le document C/45/4 Rev.2 “Programme et budget pour l’exercice biennal 2012‑2013”).

Le total des fonds de réserve et de roulement selon les normes IPSAS s’est élevé à 1,7 million de francs suisses, à savoir 1,2 million de francs suisses pour le fonds de réserve et 0,5 million de francs suisses pour le fonds de roulement.

### Tableau 1. Recettes, dépenses et fonds de réserve et de roulement pour 2012‑2013

*(en milliers de francs suisses)*



Les recettes budgétaires réelles se sont élevées à 6,8 millions de francs suisses pour l’exercice biennal 2012‑2013, ce qui correspond à l’objectif inscrit au budget (tableau 2 ci‑dessous). Les recettes provenant des contributions, qui constituent la source de revenus la plus importante (98% du total), ont été inférieures de 11 000 francs suisses au montant inscrit au budget. Le budget approuvé pour 2012‑2013 prévoyait un nouveau membre de l’Union par an. Cependant, l’Union n’a accueilli qu’un seul nouveau membre au cours de l’exercice biennal 2012‑2013. Les recettes provenant des publications ont été inférieures de 6000 francs suisses au montant prévu. Le déficit s’explique par le remplacement de la base de données informatisée sur les obtentions végétales (UPOV‑ROM), qui avait des abonnés payants, par la base de données PLUTO, qui est accessible gratuitement à tous les utilisateurs. Les recettes provenant des intérêts ont été inférieures de 41 000 francs suisses au montant inscrit au budget du fait que les taux d’intérêt sur les fonds déposés auprès de la Banque nationale suisse ont été plus faibles que prévu. Les autres recettes ont été supérieures de 51 000 francs suisses au montant inscrit au budget. Elles comprennent les coûts d’appui administratif au titre des fonds fiduciaires, les droits d’inscription des participants au programme d’enseignement à distance de l’UPOV et les recettes au titre des ajustements comptables relatifs à des années antérieures.

### Tableau 2. Recettes inscrites au budget et recettes effectives pour 2012‑2013, par source

*(en milliers de francs suisses)*





Le tableau 3 ci‑dessous permet de comparer les dépenses budgétaires effectives et le budget approuvé pour 2012‑2013 par catégorie de dépense et le tableau 4 par sous‑programme.

### Tableau 3. Budget 2012‑2013 approuvé et dépenses par objet de dépense

*(en milliers de francs suisses)*



### Tableau 4. Budget 2012‑2013 approuvé et dépenses par sous‑programme

*(en milliers de francs suisses)*



Ressources en personnel

Les dépenses de personnel ont représenté 4,1 millions de francs suisses en 2012‑2013, soit 0,5 million de francs suisses de moins que le budget 2012‑2013 approuvé. Cette réduction correspond à un poste de la catégorie des administrateurs resté vacant et à des changements de grade dus à des changements de personnel. La réduction au titre des postes de 1 million de francs suisses a été compensée par une augmentation de 0,5 million de francs suisses au titre des agents temporaires. Deux fonctionnaires, précédemment employés à 80%, ont repris le travail à 100% durant l’exercice biennal 2012‑2013.

Autres ressources

Le total des autres dépenses s’est élevé à 2,2 millions de francs suisses, conformément à l’objectif inscrit au budget (99% du budget). On trouvera ci‑après des explications par catégorie de dépense.

*Voyages*

Les frais de voyage ont été globalement conformes aux frais inscrits au budget pour l’exercice biennal 2012‑2013 (95% du budget).

*Services contractuels*

Le coût total des services contractuels a été conforme aux prévisions budgétaires (102% du budget). Les coûts des conférences ont été nettement inférieurs aux montants prévus au budget, s’établissant à 175 000 francs suisses contre 250 000 francs suisses (70% du budget). Le reste des coûts liés aux services contractuels a été nettement supérieur aux prévisions budgétaires, avec un montant de 262 000 francs suisses contre 180 000 francs suisses (146% du budget). La majeure partie des dépenses initialement prévues sous la catégorie “Experts” a été classée sous “Autres services contractuels” par suite des changements intervenus dans les catégories de dépense. Les coûts figurant sous la rubrique “Autres services contractuels” comprennent les dépenses afférentes aux spécialistes informatiques engagés pour la mise au point d’une version électronique du formulaire de demande et d’un modèle électronique pour les principes directeurs d’examen et aux experts venus seconder le personnel de l’UPOV pour l’élaboration du cours avancé d’enseignement à distance intitulé “Examen des demandes de droit d’obtenteur” (DL‑305) et l’administration du cours DL‑205 intitulé “Introduction au système UPOV de protection des variétés végétales selon la Convention UPOV”.

*Dépenses de fonctionnement*

Les dépenses de fonctionnement pour l’exercice biennal 2012‑2013 ont été conformes aux prévisions budgétaires (101% du budget).

*Matériel et fournitures*

Les dépenses inscrites au poste Matériel et fournitures pour l’exercice biennal 2012‑2013 ont été globalement conformes aux prévisions budgétaires (90% du budget).

La ventilation des dépenses pour 2012‑2013 par sous‑programme et par catégorie de dépense est présentée dans le tableau 5 ci‑dessous.

### Tableau 5. Détail des dépenses pour 2012‑2013 par sous‑programme

*(en milliers de francs suisses)*



5. Comme indiqué dans le tableau 6 ci‑dessous, aucune modification du nombre total de postes et de leur ventilation par catégorie n’est intervenue au cours de l’exercice biennal 2012‑2013.

### Tableau 6. Postes inscrits au budget et postes effectifs pour 2012‑2013



Le programme et budget pour l’exercice biennal 2012‑2013 prévoyait trois postes dans la catégorie des directeurs et trois postes dans la catégorie des administrateurs. Toutefois, en raison de changements de personnel imprévus, le nombre effectif de postes a été de deux dans la catégorie des directeurs et de quatre dans la catégorie des administrateurs.

Enfin, l’évolution globale des recettes et des dépenses effectives sur une base budgétaire est présentée ci‑dessous dans le tableau 7 pour la période allant de 2008 à 2013.

### Tableau 7. Évolution des recettes et des dépenses effectives entre 2008 et 2013

*(en milliers de francs suisses)*





# PLACEMENTS

Selon l’article 4.10 du Règlement financier et règlement d’exécution du Règlement financier de l’UPOV, le Secrétaire général peut placer à court terme les fonds qui ne sont pas nécessaires pour faire face à des besoins immédiats conformément à la politique de placement de l’UPOV approuvée par le Conseil; il informe régulièrement le Comité consultatif des placements ainsi réalisés.

Par ailleurs, en vertu de l’article 4.11, le Secrétaire général peut placer à long terme les sommes inscrites au crédit de l’UPOV conformément à la politique de placement de l’OMPI approuvée par le Conseil et informe régulièrement le Comité consultatif des placements ainsi effectués. La politique de placement de l’UPOV est la même que celle de l’OMPI et les placements sont donc effectués comme suit :

a) Les placements en francs suisses au nom de l’UPOV sont détenus auprès de la Banque nationale suisse (BNS) pour autant que le taux proposé soit supérieur à celui disponible auprès de banques commerciales possédant une notation satisfaisante;

b) Les placements autres que ceux effectués auprès de la BNS se limitent aux fonds du marché monétaire et aux dépôts à terme auprès de banques notées AA‑/Aa3 (Standard and Poor’s / Moody’s) ou plus et aux obligations d’entreprises ou d’État de première classe notées AA‑/Aa3 ou plus;

c) Les fonds détenus en fiducie (comptes spéciaux) sont placés sous forme de fonds du marché monétaire et de dépôts à terme auprès de banques possédant une notation satisfaisante.

Le tableau ci‑dessous présente en détail les placements effectués pendant l’exercice biennal. Il sied de noter que, conformément à sa politique en matière de placements, l’Organisation ne peut pas pour le moment effectuer des dépôts auprès de ses deux principales banques (UBS et Crédit Suisse) dont la notation à long terme est en effet inférieure au niveau minimum stipulé dans la politique.



# ÉTATS FINANCIERS

Pour chacune des deux années de l’exercice biennal 2012‑2013, les états financiers de l’UPOV ont été établis conformément aux Normes comptables internationales du secteur public (normes IPSAS). Jusqu’à l’exercice biennal 2010‑2011, ils étaient établis conformément aux normes comptables du système des Nations Unies (normes UNSAS) et vérifiés sur une base biennale.

**Le passage aux normes IPSAS**

À sa quarante‑cinquième session ordinaire, tenue à Genève le 20 octobre 2011, le Conseil a approuvé l’adoption par l’UPOV des normes IPSAS dès l’exercice financier débutant en 2012 (voir le paragraphe 9.b) du document C/45/18 “Compte rendu”). Cette décision a conduit au remplacement des normes comptables UNSAS appliquées auparavant par les normes IPSAS qui sont reconnues au niveau international. Les normes IPSAS sont élaborées par le Conseil des normes comptables internationales du secteur public (IPSASB), qui fait partie de la Fédération internationale des experts comptables.

**Les avantages des normes IPSAS**

L’adoption des normes IPSAS signifie l’application de normes comptables qui représentent les meilleures pratiques de gestion et qui tiennent compte des faits nouveaux les plus récents en matière de finance. Elle conduira par ailleurs à de meilleures possibilités de comparaison des états financiers avec les autres organisations internationales et les gouvernements nationaux.

Les états financiers établis conformément aux normes IPSAS donnent une idée beaucoup plus précise des actifs, passifs, recettes et dépenses de l’UPOV. Une plus grande transparence des actifs et passifs a pour résultat un contrôle interne plus rigoureux et une meilleure gestion des ressources. Des informations détaillées sur les recettes et les dépenses étayent mieux la prise de décisions et améliorent la planification stratégique.

Il en résulte des états financiers de meilleure qualité, plus transparents et plus fiables qui contiennent des informations plus détaillées et plus utiles pour les parties prenantes. Les membres de l’Union reçoivent maintenant une série d’états financiers qui traduisent le coût intégral de l’exécution des activités de l’UPOV, y compris des rubriques que ne couvrent pas les budgets actuels.

**Les impacts comptables des normes IPSAS**

L’application des normes IPSAS requiert l’introduction de la comptabilité d’exercice dans son intégralité, un changement significatif par rapport à la comptabilité d’exercice modifiée appliquée dans le cadre des normes UNSAS. Cette comptabilité fait intervenir la comptabilisation des transactions et des événements lorsqu’ils se produisent. Cela signifie qu’ils sont enregistrés dans les livres comptables et consignés dans les états financiers des périodes financières auxquelles ils se rapportent et non pas uniquement lors de l’entrée ou de la sortie de trésorerie ou d’équivalents de trésorerie.

Selon les normes IPSAS, les recettes correspondant aux contributions et aux ressources extrabudgétaires (fonds fiduciaires) sont comptabilisées lorsque l’UPOV a le droit de recevoir la contribution. En cas d’arriérés de contributions, un solde des sommes exigibles est présenté, mais le solde total est réduit afin de tenir compte des montants encore dus sur des périodes antérieures. Les arrangements relatifs aux ressources extrabudgétaires sont examinés afin de déterminer si l’UPOV doit satisfaire à des conditions de rendement et, le cas échéant, les recettes sont comptabilisées uniquement lorsque ces conditions sont remplies.

La valeur des futures prestations (par exemple, les congés annuels cumulés, les primes de rapatriement et l’assurance maladie après la cessation de service) que les fonctionnaires de l’UPOV ont gagnées mais qu’ils n’ont pas encore perçues, est maintenant enregistrée afin de saisir le coût intégral d’emploi du personnel. Dans les états financiers antérieurs, ces prestations n’étaient consignées comme des dépenses que lorsqu’elles étaient versées.

L’application des normes IPSAS n’a à l’heure actuelle aucune incidence sur l’élaboration du programme et budget, qui est toujours présenté sur la base d’une comptabilité d’exercice modifiée. Comme cette base est différente de la base d’une comptabilité d’exercice intégrale appliquée aux états financiers, le rapprochement entre le budget et les états financiers est fourni conformément aux exigences des normes IPSAS.

**Présentation des informations financières en application des normes IPSAS**

Étant donné que les normes IPSAS exigent la préparation d’états financiers annuels, les états financiers de l’UPOV sont maintenant préparés individuellement pour chaque année civile de l’exercice biennal. Ces états financiers annuels sont présentés séparément du rapport de gestion financière et, pour voir les informations financières complètes de l’UPOV préparées en application des normes IPSAS, il convient de se référer aux états financiers annuels de l’UPOV. En application des normes IPSAS, les états financiers comprennent les éléments suivants :

1. État I – État de la situation financière
2. État II – État de la performance financière
3. État III – État des variations des actifs nets
4. État IV – État des flux de trésorerie
5. État V – État de comparaison entre les crédits alloués et les dépenses réelles
6. Notes aux états financiers

Dans le rapport de gestion financière, les états I à V sont présentés pour l’exercice biennal 2012‑2013. Des informations financières sont fournies pour faire comprendre les différences entre le résultat de l’UPOV sur une base budgétaire et celui en fonction des états financiers établis selon les normes IPSAS. D’autres extraits des états financiers annuels fournissent également de plus amples détails sur les actifs et les passifs de l’UPOV.

L’exercice biennal 2012‑2013 étant le premier exercice pour lequel des informations financières préparées sur une base de comptabilité d’exercice intégrale conformément aux normes IPSAS sont disponibles, des informations comparatives pour l’exercice biennal 2010‑2011 ne sont pas fournies dans l’état de la performance financière ou l’état des flux de trésorerie. Dans l’état de la situation financière et les notes d’appui, les soldes sont donnés au 31 décembre 2013, au 31 décembre 2012 et au 1er janvier 2012. Les soldes au 1er janvier 2012 sont les soldes au 31 décembre 2011 retraités pour les impacts sur le solde d’ouverture de l’application des normes IPSAS.

**ÉTAT I**

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE**

### État de la situation financière

**au 31 décembre 2013**

**(en francs suisses)**



**ÉTAT II**

**ÉTAT DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE**

### État de la performance financière

**pour l’exercice biennal clos le 31 décembre 2013**

**(en francs suisses)**



**ÉTAT III**

**ÉTAT DES VARIATIONS DES ACTIFS NETS**

### État des variations des actifs nets

**pour l’exercice biennal clos le 31 décembre 2013**

**(en francs suisses)**



**ÉTAT IV**

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE**

### État des flux de trésorerie

**pour l’exercice biennal clos le 31 décembre 2013**

**(en francs suisses)**



**ÉTAT V**

**ÉTAT DE COMPARAISON DES MONTANTS BUDGÉTAIRES ET DES MONTANTS RÉELS**

### État de comparaison des montants budgétaires et des montants réels

**pour l’exercice biennal clos le 31 décembre 2013**

**(en milliers de francs suisses)**



1. – représente le budget approuvé pour l’exercice biennal 2012‑2013;
2. – représente l’écart entre le budget final (révisé) et les dépenses effectives sur une base comparable (avant ajustements IPSAS).

**ANALYSE DE L’ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE**

### Analyse de l’état de la situation financière

**Évolution des actifs nets**

Au 31 décembre 2013, l’UPOV avait des actifs nets sur la base des normes IPSAS de 1 744 294 francs suisses. Avant l’adoption des normes IPSAS, l’UPOV avait des actifs nets de 1 995 900 francs suisses au 31 décembre 2011.

Les ajustements apportés aux soldes d’ouverture selon les normes IPSAS pour produire l’état de la situation financière au 1er janvier 2012 se sont traduits par une réduction de 759 147 francs suisses de l’actif net. Les ajustements les plus significatifs ont concerné les obligations au titre des prestations au personnel, qui se sont élevées à 747 429 francs suisses. Ces ajustements résultent de la comptabilisation dans les états financiers de ces obligations sur la base de leur évaluation au 1er janvier 2012. Un ajustement d’un montant de 11 718 francs suisses a également été apporté en ce qui concerne les provisions vis‑à‑vis des contributions à recevoir.

Suite à cette réduction de l’actif net dans les soldes d’ouverture selon les normes IPSAS, un excédent dans l’état de la performance financière en 2012 et 2013 avec un total de 504 207 francs suisses, a donné lieu à une augmentation des actifs nets sur l’exercice biennal.

**Résumé des actifs et des passifs**

Le graphique ci‑dessous fournit un résumé de l’état de la situation financière de l’UPOV au 31 décembre 2013 :

Résumé des actifs et des passifs au 31 décembre 2013



Créances 0,2m

L’UPOV a un solde de trésorerie de 3 728 930 francs suisses, soit 95,7% du total des actifs encore que, comme le montre le tableau ci‑dessus, il comprend des montants considérés comme réservés selon les normes IPSAS. Au nombre des autres actifs figurent les comptes débiteurs d’un montant total de 167 373 francs suisses.

Les principales obligations de l’UPOV sont celles relatives aux prestations dues au personnel. Elles s’élèvent à 1 207 420 francs suisses et comprennent essentiellement les obligations relatives aux prestations médicales après la cessation de service, à hauteur de 967 815 francs suisses. Les encaissements par anticipation de 402 648 francs suisses concernent les contributions payées à l’avance (236 484 francs suisses). Les autres obligations (541 941 francs suisses) représentent le montant dû à l’Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI) au 31 décembre 2013.

**Trésorerie et équivalents de trésorerie**



Le montant total des soldes de trésorerie et équivalents de trésorerie a augmenté de 16% durant l’exercice biennal allant du 1er janvier 2012 au 31 décembre 2013. Aux fins de la présentation IPSAS, les soldes de trésorerie sont scindés en soldes non soumis à restrictions et soldes soumis à restrictions. Les soldes de trésorerie relatifs au fonds de roulement ou aux fonds extrabudgétaires (fonds fiduciaires) sont considérés comme étant soumis à restrictions.

**Autres actifs**



Le montant total des comptes débiteurs au 31 décembre 2013 s’élevait à 167 373 francs suisses, contre 297 631 francs suisses au 1er janvier 2012. Cette baisse illustre le recouvrement, au cours de l’exercice biennal, d’une part importante des arriérés de contributions. Elle a été partiellement compensée par une augmentation des créances des fonds extrabudgétaires (fonds fiduciaires), bien que celles‑ci aient été ultérieurement payées en janvier 2014.

**Montants à payer et encaissements par anticipation**



Les contributions reçues d’avance sont comptabilisées comme passif d’encaissement par anticipation et comme produits au cours de l’année à laquelle elles se rapportent. Les ressources extrabudgétaires versées par les donateurs aux fonds fiduciaires assortis de conditions exigeant de l’UPOV de fournir des produits et des services aux prestataires ou à d’autres tiers sont comptabilisées en tant que recettes différées jusqu’à ce que les services visés par les ressources extrabudgétaires (fonds fiduciaires) soient fournis, après quoi les recettes sont comptabilisées.

**Prestations au personnel**



Comme le montre le tableau ci‑dessus, l’obligation de loin la plus importante de l’UPOV en ce qui concerne les prestations au personnel est celle relative aux prestations médicales après emploi (assurance‑maladie après la cessation de service), qui représente 80,2% de l’obligation totale au 31 décembre 2013. Cette obligation a augmenté de 83 239 francs suisses pendant l’exercice biennal 2012‑2013, situation décrite en détail dans le tableau ci‑dessous :



L’obligation, qui est calculée par un actuaire indépendant, traduit le futur coût total de la part des primes d’assurance‑maladie de l’UPOV aussi bien pour les retraités de l’UPOV que pour le nombre projeté de fonctionnaires en poste de l’UPOV qui prendront leur retraite dans l’avenir. Les coûts courants des prestations dans le tableau ci‑dessus sont les conséquences nettes pour la période résultant de l’augmentation de l’âge des fonctionnaires en poste et des personnes à leur charge, du nombre de personnes prenant leur retraite, et des nouveaux recrutements et cessations de service autres que les départs à la retraite. Le coût des intérêts est la conséquence du fait que chaque fonctionnaire en poste s’est rapproché d’une année de l’âge requis pour pouvoir bénéficier de l’assurance‑maladie après la cessation de service à son départ à la retraite.

**Situation financière par secteur**

Conformément aux normes IPSAS, l’UPOV est tenue de divulguer ses actifs et passifs pour chacun des secteurs dont elle se compose. L’information sectorielle est fondée sur les principales activités et sources de financement de l’UPOV. De ce fait, l’UPOV publie des informations financières distinctes pour deux secteurs : 1) le programme et budget ordinaire; et 2) les fonds fiduciaires (ressources extrabudgétaires). Les fonds fiduciaires représentent les montants administrés par l’UPOV pour le compte de donateurs individuels pour mettre en œuvre des programmes conformes aux principes, aux buts et aux activités de l’UPOV. Le programme et budget ordinaire et les fonds fiduciaires sont comptabilisés séparément dans le système de comptabilité financière.



**ANALYSE DE L’ÉTAT DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE**

### Analyse de l’état de la performance financière

**Recettes**



Les contributions versées au titre du programme et budget ordinaire correspondent aux montants payables au début de chacune des années de l’exercice biennal. Les ressources extrabudgétaires et les fonds fiduciaires représentent les recettes perçues relatives aux contributions versées par les donateurs pour des projets individuels qui ne figurent pas dans le programme et budget ordinaire. Les recettes provenant des ressources extrabudgétaires (fonds fiduciaires) sont reportées jusqu’à ce qu’elles soient réalisées par la prestation des services spécifiques prévus dans le programme de travail convenu avec le donateur.

**Dépenses**



Les dépenses de personnel incluent les prestations telles que le traitement de base, l’indemnité de poste, les allocations familiales, la cotisation de retraite, les participations à la caisse d’assurance‑maladie et autres cotisations sociales, les congés dans les foyers et d’autres prestations pour les fonctionnaires titulaires d’un engagement permanent et les fonctionnaires temporaires. Depuis la mise en œuvre des normes IPSAS, les dépenses de personnel incluent les changements dans les provisions pour les obligations relatives aux prestations dues au personnel.

Les voyages et bourses comprennent les frais de voyage en avion, les indemnités journalières de subsistance, les faux frais au départ et à l’arrivée et d’autres coûts de voyage pour les fonctionnaires en mission, et les déplacements pour les participants, les conférenciers et les stagiaires dans le cadre d’activités de formation. Les services contractuels recouvrent les contrats d’engagement de traducteurs, d’interprètes et d’autres non‑fonctionnaires. Les dépenses de fonctionnement comprennent des éléments tels que la location et l’entretien des locaux et les frais bancaires.

# FONDS DE ROULEMENT ET CONTRIBUTIONS

### Fonds de roulement au 31 décembre 2013

En vertu de l’article 4.2 de son Règlement financier, l’UPOV dispose d’un fonds de roulement (voir le document UPOV/INF/4/3). Conformément à l’état de la situation financière au 31 décembre 2013, ce fonds de roulement s’élève à 540 011 francs suisses. La participation de chacun des membres de l’Union, calculée conformément aux décisions du Conseil prises lors des sessions de novembre 1972 (paragraphe 57 du document UPOV/C/VI/12), octobre 1992 (paragraphe 14 du document C/26/15) et avril 2006 (paragraphe 10 du document C(Extr.)/23/4) et annexe du document UPOV/INF/13) est la suivante :

| Membre de l’Union | Francs suisses | Membre de l’Union | Francs suisses |
| --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  |  |  |
| Afrique du Sud | 8 333 |  | Kirghizistan | 1 667 |  |
| Albanie | 1 667 |  | Lettonie | 1 667 |  |
| Allemagne | 41 667 |  | Lituanie | 1 667 |  |
| Argentine | 4 167 |  | Maroc | 1 667 |  |
| Australie | 8 333 |  | Mexique | 6 250 |  |
| Autriche | 12 500 |  | Nicaragua | 1 667 |  |
| Azerbaïdjan | 1 667 |  | Norvège | 8 333 |  |
| Bélarus | 1 667 |  | Nouvelle‑Zélande | 8 333 |  |
| Belgique | 8 333 |  | Oman | 8 333 |  |
| Bolivie (État plurinational de) | 1 667 |  | Ouzbékistan | 1 667 |  |
| Brésil | 2 083 |  | Panama | 1 667 |  |
| Bulgarie | 1 667 |  | Paraguay | 1 667 |  |
| Canada | 8 333 |  | Pays‑Bas | 24 999 |  |
| Chili | 1 667 |  | Pérou | 1 667 |  |
| Chine | 4 167 |  | Pologne | 4 167 |  |
| Colombie | 1 667 |  | Portugal | 4 167 |  |
| Costa Rica | 1 667 |  | République de Corée | 12 500 |  |
| Croatie | 1 667 |  | République de Moldova | 1 667 |  |
| Danemark | 8 333 |  | République dominicaine | 1 667 |  |
| Équateur | 1 667 |  | République tchèque | 4 167 |  |
| Espagne | 12 500 |  | Roumanie | 1 667 |  |
| Estonie | 1 667 |  | Royaume‑Uni | 41 667 |  |
| États‑Unis d’Amérique | 41 667 |  | Singapour | 1 667 |  |
| Ex‑République yougoslave de Macédoine | 1 667 |  | Slovaquie | 4 167 |  |
| Fédération de Russie | 4 167 |  | Slovénie | 1 667 |  |
| Finlande | 8 333 |  | Suède | 8 333 |  |
| France | 41 667 |  | Suisse | 8 333 |  |
| Géorgie | 1 667 |  | Trinité‑et‑Tobago | 1 667 |  |
| Hongrie | 4 167 |  | Tunisie | 1 667 |  |
| Irlande | 8 333 |  | Turquie | 4 167 |  |
| Islande | 1 667 |  | Ukraine | 4 167 |  |
| Israël | 4 167 |  | Union européenne | 41 667 |  |
| Italie | 16 666 |  | Uruguay | 1 667 |  |
| Japon | 41 667 |  | Viet Nam | 1 667 |  |
| Jordanie | 1 667 |  | Total : | 540 011 |  |
| Kenya | 1 667 |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |

### Contributions des membres de l’Union(francs suisses)

| Membres de l’Union | Unités de contribution | Montants dus |
| --- | --- | --- |
|  |  | Janvier 2012 | Janvier 2013 |
| Afrique du Sud | 1 | 53 641 | 53 641 |
| Albanie | 0,2 | 10 728 | 10 728 |
| Allemagne | 5 | 268 205 | 268 205 |
| Argentine | 0,5 | 26 820 | 26 820 |
| Australie | 1 | 53 641 | 53 641 |
| Autriche | 0,75 | 40 231 | 40 231 |
| Azerbaïdjan | 0,2 | 10 728 | 10 728 |
| Bélarus | 0,2 | 10 728 | 10 728 |
| Belgique | 1,5 | 80 462 | 80 462 |
| Bolivie (État plurinational de) | 0,2 | 10 728 | 10 728 |
| Brésil | 0,25 | 13 410 | 13 410 |
| Bulgarie | 0,2 | 10 728 | 10 728 |
| Canada | 1 | 53 641 | 53 641 |
| Chili | 0,2 | 10 728 | 10 728 |
| Chine | 0,5 | 26 820 | 26 820 |
| Colombie | 0,2 | 10 728 | 10 728 |
| Costa Rica | 0,2 | 10 728 | 10 728 |
| Croatie | 0,2 | 10 728 | 10 728 |
| Danemark | 0,5 | 26 820 | 26 820 |
| Équateur | 0,2 | 10 728 | 10 728 |
| Espagne | 2 | 107 282 | 107 282 |
| Estonie | 0,2 | 10 728 | 10 728 |
| États‑Unis d’Amérique | 5 | 268 205 | 268 205 |
| Ex‑République yougoslave de Macédoine | 0,2 | 10 728 | 10 728 |
| Fédération de Russie | 0,5 | 26 820 | 26 820 |
| Finlande | 1 | 53 641 | 53 641 |
| France | 5 | 268 205 | 268 205 |
| Géorgie | 0,2 | 10 728 | 10 728 |
| Hongrie | 0,5 | 26 820 | 26 820 |
| Irlande | 1 | 53 641 | 53 641 |
| Islande | 0,2 | 10 728 | 10 728 |
| Israël | 0,5 | 26 820 | 26 820 |
| Italie | 2 | 107 282 | 107 282 |
| Japon | 5 | 268 205 | 268 205 |
| Jordanie | 0,2 | 10 728 | 10 728 |
| Kenya | 0,2 | 10 728 | 10 728 |
| Kirghizistan | 0,2 | 10 728 | 10 728 |
| Lettonie | 0,2 | 10 728 | 10 728 |
| Lituanie | 0,2 | 10 728 | 10 728 |
| Maroc | 0,2 | 10 728 | 10 728 |
| Mexique | 0,75 | 40 231 | 40 231 |
| Nicaragua | 0,2 | 10 728 | 10 728 |
| Norvège | 1 | 53 641 | 53 641 |
| Nouvelle‑Zélande | 1 | 53 641 | 53 641 |
| Oman | 1 | 53 641 | 53 641 |
| Ouzbékistan | 0,2 | 10 728 | 10 728 |
| Panama | 0,2 | 10 728 | 10 728 |
| Paraguay | 0,2 | 10 728 | 10 728 |
| Pérou | 0,2 | 10 728 | 10 728 |
| Pays‑Bas | 3 | 160 923 | 160 923 |
| Pologne | 0,5 | 26 820 | 26 820 |
| Portugal | 0,2 | 10 728 | 10 728 |
| République de Corée | 1,5 | 80 462 | 80 462 |
| République de Moldova | 0,2 | 10 728 | 10 728 |
| République dominicaine | 0,2 | 10 728 | 10 728 |
| République tchèque | 0,5 | 26 820 | 26 820 |
| Roumanie | 0,2 | 10 728 | 10 728 |
| Royaume‑Uni | 2 | 107 282 | 107 282 |
| Singapour | 0,2 | 10 728 | 10 728 |
| Slovaquie | 0,5 | 26 820 | 26 820 |
| Slovénie | 0,2 | 10 728 | 10 728 |
| Suède | 1,5 | 80 462 | 80 462 |
| Suisse | 1,5 | 80 462 | 80 462 |
| Trinité‑et‑Tobago | 0,2 | 10 728 | 10 728 |
| Tunisie | 0,2 | 10 728 | 10 728 |
| Turquie | 0,5 | 26 820 | 26 820 |
| Ukraine | 0,2 | 10 728 | 10 728 |
| Union européenne | 5 | 268 205 | 268 205 |
| Uruguay | 0,2 | 10 728 | 10 728 |
| Viet Nam | 0,2 | 10 728 | 10 728 |
| Total |  | 3 323 050 | 3 323 050 |

### Paiements de contributions reçus à l’avance

|  |
| --- |
| Contributions pour 2014, déjà reçues au 31 décembre 2013  |
| Membres de l’Union | Francs suisses |
| Australie | 53 641 |
| Bulgarie | 10 728 |
| Colombie | 10 728 |
| Costa Rica | 10 728 |
| Lettonie | 7 023 |
| Mexique | 40 231 |
| Norvège | 53 641 |
| Panama | 648 |
| Slovaquie | 26 820 |
| Total 2014 | 214 188 |
|  |
| Contributions reçues pour 2015  |
| Membres de l’Union | Francs suisses |
| Bulgarie | 10 728 |
| Mexique | 11 568 |
| Total 2015 | 22 296 |
|  |  |
| Total des paiements de contributions reçus à l’avance | 236 484 |

### Arriérés de contributions et fonds de roulement impayés au 31 décembre 2013

| Membres de l’Union | Pas d’arriérés / années d’arriérés | Montant des arriérés en francs suisses |
| --- | --- | --- |
|  | Total |
| Afrique du Sud | Pas d’arriérés |  |  |
| Albanie | Pas d’arriérés |  |  |
| Allemagne | Pas d’arriérés |  |  |
| Argentine | Pas d’arriérés |  |  |
| Australie | Pas d’arriérés |  |  |
| Autriche | Pas d’arriérés |  |  |
| Azerbaïdjan | Pas d’arriérés |  |  |
| Bélarus | Pas d’arriérés |  |  |
| Belgique | Pas d’arriérés |  |  |
| Bolivie (État plurinational de) | Pas d’arriérés |  |  |
| Brésil | Pas d’arriérés |  |  |
| Bulgarie | Pas d’arriérés |  |  |
| Canada | Pas d’arriérés  |  |  |
| Chili | Pas d’arriérés |  |  |
| Chine | Pas d’arriérés |  |  |
| Colombie | Pas d’arriérés |  |  |
| Costa Rica | Pas d’arriérés |  |  |
| Croatie | Pas d’arriérés |  |  |
| Danemark | Pas d’arriérés |  |  |
| Équateur | Contribution de 2013 (solde) |  | 740 |
| Espagne | Pas d’arriérés |  |  |
| Estonie | Pas d’arriérés |  |  |
| États‑Unis d’Amérique | Pas d’arriérés |  |  |
| Ex‑République yougoslave de Macédoine | Pas d’arriérés |  |  |
| Fédération de Russie | Pas d’arriérés |  |  |
| Finlande | Pas d’arriérés |  |  |
| France | Pas d’arriérés |  |  |
| Géorgie | Pas d’arriérés |  |  |
| Hongrie | Pas d’arriérés |  |  |
| Irlande | Pas d’arriérés |  |  |
| Islande | Pas d’arriérés |  |  |
| Israël | Pas d’arriérés |  |  |
| Italie | Pas d’arriérés |  |  |
| Japon | Pas d’arriérés |  |  |
| Jordanie | Pas d’arriérés |  |  |
| Kenya | Pas d’arriérés |  |  |
| Kirghizistan | Pas d’arriérés |  |  |
| Lettonie | Pas d’arriérés |  |  |
| Lituanie | Pas d’arriérés |  |  |
| Maroc | Pas d’arriérés |  |  |
| Mexique | Pas d’arriérés |  |  |
| Nicaragua | Pas d’arriérés |  |  |
| Norvège | Pas d’arriérés |  |  |
| Nouvelle‑Zélande | Pas d’arriérés |  |  |
| Oman | Pas d’arriérés |  |  |
| Ouzbékistan | Pas d’arriérés |  |  |
| Panama | Pas d’arriérés |  |  |
| Paraguay | Pas d’arriérés |  |  |
| Pays‑Bas | Pas d’arriérés |  |  |
| Pérou | Pas d’arriérés |  |  |
| Pologne | Pas d’arriérés |  |  |
| Portugal | Pas d’arriérés |  |  |
| République de Corée | Pas d’arriérés |  |  |
| République de Moldova | Pas d’arriérés |  |  |
| République dominicaine | Contribution de 2012(solde)Contribution de 2013 | 97910 728 | 11 707 |
| République tchèque | Pas d’arriérés |  |  |
| Roumanie | Pas d’arriérés |  |  |
| Royaume‑Uni | Pas d’arriérés |  |  |
| Singapour | Pas d’arriérés |  |  |
| Slovaquie | Pas d’arriérés |  |  |
| Slovénie | Pas d’arriérés |  |  |
| Suède | Pas d’arriérés |  |  |
| Suisse | Pas d’arriérés |  |  |
| Trinité‑et‑Tobago | Pas d’arriérés |  |  |
| Tunisie | Pas d’arriérés |  |  |
| Turquie | Pas d’arriérés |  |  |
| Ukraine | Pas d’arriérés |  |  |
| Union européenne | Pas d’arriérés |  |  |
| Uruguay | Pas d’arriérés |  |  |
| Viet Nam | Pas d’arriérés |  |  |
| Total |  |  | 12 447 |

# Ressources extrabudgétaires (fonds fiduciaires)

Les fonds fiduciaires alloués par les membres de l’Union, qui font l’objet d’une comptabilité distincte, sont présentés ci‑après.



|  |
| --- |
| **Recettes et dépenses pour l’exercice biennal 2012‑2013** |
| (au 31 décembre 2013) |  |
| Fonds fiduciaires/Japon | Francs suisses |
| Solde, début d’exercice |  | 218 481 |
| *Recettes* |  |  |
| Fonds reçus | 315 642 |  |
| Intérêts | 227 | 315 869 |
|  |
| *Dépenses* |  |  |
| Missions de fonctionnaires | 87 999 |  |
| Voyages de tiers | 226 961 |  |
| Conférences | 4 930 |  |
| Autres services contractuelsDépenses de fonctionnement | 8 679210 |  |
| Total dépenses directes | 328 779 |  |
| Frais administratifs | 42 741 | ‑371 520 |
|  |
| Fonds disponibles, fin d’exercice |  | 162 830 |
| *Note :* fonds fiduciaires sous la forme d’un fonds extrabudgétaire du Gouvernement du Japon destiné aux séminaires et ateliers régionaux sur la protection des obtentions végétales dans la région Asie. |

|  |  |
| --- | --- |
| Fonds fiduciaires/États‑Unis d’Amérique | Francs suisses |
| Solde, début d’exercice |  | 8 897 |
| *Recettes* |  |  |
| Fonds reçus | 238 443 | 238 443 |
|  |  |  |
| *Dépenses* |  |  |
| Voyages de tiers | 212 934 |  |
| Services contractuels | 3 000 |  |
| Total dépenses directes | 215 934 |  |
| Frais administratifs | 28 071 | ‑244 005 |
|  |
| Fonds disponibles, fin d’exercice |  | 3 335 |

*Note :* fonds fiduciaires sous la forme d’un fonds extrabudgétaire du Gouvernement des États‑Unis d’Amérique destiné à l’éducation en matière de protection de la propriété intellectuelle dans le domaine de la protection des obtentions végétales.

[Fin de l’annexe et du document]

1. Les éventuelles variations constatées par rapport aux états financiers sont dues au fait que les chiffres sont arrondis. [↑](#footnote-ref-2)